



FIN DE LÉGISLATURE
L'heure est à l'émotion sous la Coupole fédérale

Les quelque 50 conseillers nationaux et conseillers aux Etats qui ne se représentent pas cet automne font leurs adieux définitifs au Parlement. **PAGE 20**

KEYSTONE

L'ACTU

SUISSE | MONDE | ÉCONOMIE

FÉDÉRALES La notion de souveraineté alimentaire divise tant à gauche qu'à droite. Elle oppose adeptes du libre-marché et défenseurs d'une agriculture de proximité.

Pour une paysannerie souveraine

MICHAËL RODRIGUEZ

L'organisation paysanne internationale Via Campesina peut être fière. Son concept de «souveraineté alimentaire», lancé pour la première fois en 1996 lors du Sommet mondial de l'alimentation à Rome, est sorti peu à peu des cercles d'initiés pour devenir incontournable dans le débat sur l'agriculture. La Suisse n'y fait pas exception. Sur proposition du conseiller national Jacques Bourgeois (PLR/ FR), président de l'Union suisse des paysans (USP), les Chambres fédérales décidaient en 2010 d'inscrire la souveraineté alimentaire dans la loi sur l'agriculture. Cette innovation devra toutefois être confirmée lors du débat sur la Politique agricole (PA) 2014-2017, qui aura lieu en 2012. C'est donc le nouveau Parlement qui s'emparera du dossier. Il faut s'attendre à une levée de boucliers des milieux économiques, qui jugent la souveraineté alimentaire contraire à l'ordre économique suisse.

Verts et UDC ensemble

Le sujet divise aussi bien à gauche qu'à droite. La proposition de Jacques Bourgeois a fait un bide dans son parti, alors qu'elle a été soutenue par l'UDC et par une grande partie du groupe PDC. Les Verts l'ont votée, tandis que les socialistes s'y sont majoritairement opposés. Ces lignes de fracture sont assez fréquentes sur le dossier agricole. Les Verts et l'UDC se retrouvent sur des positions protectionnistes, alors que les socialistes – surtout alémaniques – sont favorables à un marché plus ouvert, censé favoriser le consommateur.

Mais qu'entend-on par souveraineté alimentaire? Même ses partisans ne parviennent pas à se mettre d'accord sur ce point. La révision de la loi qui sera proposée au Parlement lie la souveraineté



Le nouveau parlement devra se saisir d'une question qui touche au cœur même de l'agriculture. KEYSTONE



JACQUES BOURGEOIS PRÉSIDENT DE L'UNION SUISSE DES PAYSANS

«**Nous sommes en train de plancher pour que cela ne soit pas une coquille vide.**»

alimentaire aux «besoins des consommateurs en produits suisses diversifiés, durables et de haute qualité». Une définition qualifiée de «nationaliste» et de «réductrice» par Valentina Hemmeler, secrétaire syndicale à Uniterre, membre de Via Campesina. La

gauche veut se limiter à inscrire le principe dans la loi, sans le détailler, afin de rester fidèle à la définition de Via Campesina. Cette dernière pose la souveraineté alimentaire comme le droit des populations et des Etats à définir leur politique agricole et alimen-

taire, sans dumping vis-à-vis des autres pays. Elle implique des revendications aussi bien sur l'accès aux ressources (semences, terre) que sur les conditions de travail et la protection de l'environnement.

Marges «démésurées»

L'interprétation minimale privilégiée par la droite videra-t-elle la souveraineté alimentaire de sa substance? «Nous sommes en train de plancher pour que cela ne soit pas une coquille vide», assure Jacques Bourgeois. Le directeur de l'USP propose de renforcer les agriculteurs dans les interprofessions, afin de mieux tenir compte de leurs intérêts. Les prix payés au producteur sont trop bas et les marges des distribu-

teurs «démésurées», accuse en effet Jacques Bourgeois.

Le conseiller national appelle à plus de transparence dans ce domaine, mais ne voit pas de moyen coercitif pour imposer des prix aux grandes surfaces. Selon lui, les accords internationaux ne permettent pas non plus de renforcer les barrières douanières pour lutter contre les importations à bas prix. Il s'agit plutôt de miser sur une «stratégie qualité» afin de promouvoir les produits suisses sur le marché.

Le président du PDC, Christophe Darbellay, est sur la même longueur d'onde. Mais il ajoute que Monsieur Prix devrait se montrer plus interventionniste face à la chute des prix des matiè-

res premières, qu'il juge «choquante». Les grands distributeurs ne sont pas les seuls visés: les entreprises comme Cremo et Emmi (lait) et Fenaco (semences, engrais) engrangent selon lui des marges excessives, alors qu'elles sont théoriquement aux mains des producteurs.

Désaccords socialistes

Quant aux socialistes, la plupart d'entre eux ont rejeté toutes les propositions basées sur la souveraineté alimentaire, y compris celles des Verts. «La démocratie directe permet déjà au peuple de se prononcer sur la politique agricole et alimentaire», argumente Andrea Hämmerle, conseiller national grison et producteur bio. Les accords de libre-échange ne limitent-ils pas cette marge de manœuvre? «Oui, mais je ne suis pas pour les remettre en question», lance-t-il. Le socialiste critique aussi la version édulcorée de la souveraineté alimentaire. «M. Bourgeois veut davantage de subventions de l'Etat et une agriculture encore plus intensive.»

Mais nombre de socialistes romands se démarquent. C'est notamment le cas du président du parti, Christian Levrat, et de la conseillère aux Etats Geraldine Savary. «Dans mon parti, on fait trop confiance à l'agriculture de niche et on ne se préoccupe pas assez de denrées de base comme les céréales», souligne la socialiste vaudoise. Selon elle, l'importation de certains produits devrait être interdite tant que le stock de production locale n'est pas épuisé. D'où la nécessité de remettre en cause des accords de libre-échange, comme celui conclu avec Israël, qui «oblige la Suisse à importer un certain contingent de pommes de terre». Du point de vue écologique, souligne Geraldine Savary, ces importations sont une aberration. ●

Verts en tête, PLR lanterne rouge

Qui s'engage à promouvoir la souveraineté alimentaire durant la prochaine législature? Pour la deuxième fois, le syndicat paysan Uniterre posait cette question aux candidats aux élections fédérales. Son «pacte pour une agriculture citoyenne basée sur la souveraineté alimentaire» a été signé par 251 prétendants issus des dix cantons où Uniterre est implanté.

Parmi eux figurent trois présidents de partis: Ueli Leuenberger (Verts), Christian Levrat (PS) et Christophe Darbellay (PDC). Le démocrate-chrétien valaisan a toutefois émis des réserves sur plusieurs points. Il n'est par exemple pas opposé aux OGM, si le développement de la recherche devait démontrer leur utilité pour la Suisse.

Parmi les autres revendications du pacte figurent la lutte contre l'importation de denrées produites dans de mauvaises conditions écologiques ou sociales et la mise sur pied d'une convention collective de travail nationale. Sans surprise, ce sont les Verts qui ont four-

ni le plus gros contingent de signataires (75). Malgré les réticences de l'aile alémanique, les socialistes viennent en deuxième position (44 signataires) et progressent par rapport à 2007. La Gauche les suit de près avec 42 adhérents.

Les revendications sociales et écologiques du pacte ont probablement découragé certaines vocations à droite. Au PDC, la démarche a néanmoins trouvé un bien meilleur écho qu'en 2007 (21 signataires). L'UDC lui emboîte le pas avec 19 signataires. Le conseiller national Oskar Freysinger en fait partie. Il estime important de maintenir une production agricole «en cas de crise», et dénonce le «monopole de fait» des distributeurs Coop et Migros.

Seuls deux libéraux-radicaux ont adhéré au pacte d'Uniterre. Jacques Bourgeois, directeur de l'Union suisse des paysans, ne l'a pas signé afin de préserver son «indépendance», et parce qu'il estime que le texte «va trop loin sur certains points». ● MRO

TROIS QUESTIONS À...



LUIGI D'ANDREA CHARGÉ D'AFFAIRES POUR STOP OGM, COORDINATION ROMANDE SUR LE GÉNIE GÉNÉTIQUE

Un agriculteur artisan avant d'être ouvrier

Quelle importance revêt la notion de souveraineté alimentaire pour une organisation comme la vôtre?

Nous sommes attentifs aux trois piliers de la Souveraineté alimentaire: l'écologie, le social et l'économie. Mais pour Stop OGM, la question des semences et bien évidemment des organismes génétiquement modifiés est tout particulièrement sensible. Nous ne pouvons pas concevoir de souveraineté alimentaire sans souveraineté sur les semences.

Qu'est-ce que cela implique sur le terrain?

Derrière les OGM se cache une course à l'appropriation du vivant. De tout temps, les paysans ont pu semer les graines récoltées. La reproduction est un service gratuit offert par la nature, que certaines transnationales de l'agrochimie essaient de rendre payant. Pour y parvenir, elles disposent de deux moyens. Le premier est légal

avec les brevets sur les semences qui empêchent les paysans de ressemer les graines. Le second touche au système biologique avec l'utilisation de systèmes de restriction génétique qui rendent les graines stériles (Gurt).

Que proposez-vous?

Le système que je décris conduit à une uniformisation des cultures, à la culture de variétés non adaptées localement et à des agro-écosystèmes non résilients. L'idée est que l'on empêche le monopole des semences et que l'on facilite le travail aux paysans qui souhaite sélectionner leurs graines. Ce que défend Stop OGM, c'est un système sans brevet, sans OGM et un libre accès des agriculteurs aux semences. L'agriculture est l'art de cultiver les plantes ensemble et l'agriculteur doit être artiste avant d'être un ouvrier agricole. ● YANN HULMANN